

Décision n° 2011- 0365
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 31 mars 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la société Orange France
(code de réseau R₁R₂)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu l'arrêté du 17 août 2000 modifié autorisant la société France Télécom Mobiles SA à établir un réseau radioélectrique ouvert au public en vue de l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM F1 fonctionnant dans les bandes 900 MHz et 1 800 MHz ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2001 modifié autorisant la société Orange France à établir et exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 05-0521 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 8 septembre 2005 recommandant l'utilisation de certains formats de numérotation aux interfaces d'interconnexion ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société Orange France, en date du 10 mars 2011, reçue le 10 mars 2011, sollicitant l'attribution d'un code de réseau R₁R₂ ;

Après en avoir délibéré le 31 mars 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Le code de réseau R₁R₂ = 6 1 est attribué à la société Orange France (Siren : 428 706 097) jusqu'au 31 mars 2031 pour être utilisé dans la signalisation CCITT n° 7 aux interfaces d'interconnexion.

Article 2 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, le code de réseau attribué à l'article 1^{er} ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 3 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Orange France.

Fait à Paris, le 31 mars 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI